

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

29/03/1999

C 780 Financiën en Begroting

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

29/03/1999

C 780 Finances et Budget

Sommaire

Lundi 29 mars 1999

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET - C 780

Question orale de M. Jean-Pierre Viseur au ministre des Finances sur "les sanctions administratives vis-à-vis des conservateurs des hypothèques" (n° 2163)

orateurs : MM. **J.-P. Viseur, J.-J. Viseur**, ministre des Finances

Question orale de M. Hunfred Schoeters au ministre des Finances sur "le régime fiscal applicable aux travailleurs saisonniers dans le secteur de l'horticulture" (n° 2168)

orateurs : MM. **Schoeters, J.-J. Viseur**, ministre des Finances

Question orale de M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "la taxe de circulation" (n° 2171)

orateurs : MM. **Pieters, J.-J. Viseur**, ministre des Finances

Inhoud

Maandag 29 maart 1999

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE
BEGROTING - C 780

Mondelinge vraag van de heer Jean-Pierre Viseur aan de minister van Financiën over "de sancties tegen de hypotheekbewaarders" (nr. 2163)

1

1

sprekers : de heren **J.-P. Viseur, J.-J. Viseur**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Hunfred Schoeters aan de minister van Financiën over "het fiscaal regime van seizoenarbeiders in de tuinbouw" (nr. 2168)

3

3

sprekers : de heren **Schoeters, J.-J. Viseur**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Dirk Pieters aan de minister van Financiën over "de verkeersbelasting" (nr. 2171)

3

3

sprekers : de heren **Pieters, J.-J. Viseur**, minister van Financiën

COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET

RÉUNION PUBLIQUE DU
LUNDI 29 MARS 1999

PRÉSIDENCE de
M. Schoeters

La séance est ouverte à 14.20 heures.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

OPENBARE VERGADERING VAN
MAANDAG 29 MAART 1999

VOORZITTER :
De heer Schoeters

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur.

Ordre des travaux

Regeling van de werkzaamheden

Le **président** : La question orale n° 2161 de M. Joseph Arens est reportée à une date ultérieure.

Question orale de M. Jean-Pierre Viseur au ministre des Finances sur "les sanctions administratives vis-à-vis des conservateurs des hypothèques" (n° 2163)

Mondelinge vraag van de heer Jean-Pierre Viseur aan de minister van Financiën over "de sancties tegen de hypotheekbewaarders" (nr. 2163)

Le **président** : La parole est à M. Jean-Pierre Viseur.

M. Jean-Pierre Viseur (ECOLOGALEV) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, on a beaucoup parlé, il y a quelques mois, de l'affaire des conservateurs des hypothèques. A l'époque, vous aviez déposé plainte au nom de l'administration. Dans certains cas, une instruction a été ouverte et il faut maintenant attendre les suites pénales qui y seront réservées.

Mais je suppose que l'administration des Finances a pris des sanctions à l'égard de ces conservateurs. En effet, je conçois mal que ces derniers puissent poursuivre normalement leurs activités.

Je voudrais savoir si des sanctions disciplinaires ont effectivement été prises. Qui est habilité à prendre ce type de sanctions ? Outre les supérieurs hiérarchiques, êtes-vous, monsieur le ministre, habilité à prendre certaines mesures ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. Viseur, ministre des Finances : Monsieur le président, chers collègues, je voudrais d'abord rappeler à M. Viseur que le régime disciplinaire est défini par la partie 10, titre 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

En application des articles 78, §5 et 79, §4, les supérieurs hiérarchiques compétents en matière disciplinaire sont désignés. Le collège des chefs de service a la compétence de formuler des propositions définitives de peines disciplinaires. Dans le cas qui nous occupe, la formulation de la proposition provisoire de peine revient au directeur régional de l'enregistrement et la formulation de la proposition définitive au collège des chefs de service de l'administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines.

Nous nous trouvons dans ce cas face à un problème particulier. En effet, lorsqu'une proposition provisoire de sanction est formulée et acceptée par l'agent, il n'est plus possible, ni au collège des chefs de service, ni a fortiori au ministre, d'intervenir au niveau de la procédure disciplinaire.

Donc si, dès le départ, la proposition provisoire est acceptée par l'agent, en l'occurrence ici les conservateurs des hypothèques, nous n'avons plus aucun recours. Ce qui me pousse à penser que nous devrions chercher à améliorer le système disciplinaire actuel.

Comme j'ai l'habitude de le dire, je suis prêt à assumer toutes les responsabilités politiques mais à condition d'avoir les moyens de faire respecter l'orientation des décisions.

A la suite du rapport définitif de l'audit, les procédures disciplinaires ont été entamées à l'encontre des 38 conservateurs des hypothèques encore en exercice.

Vous savez qu'un certain nombre d'éléments ont été observés pour

j 48 conservations sur 49. La 49ème ayant trait aux bateaux, elle n'était pas concernée.

Comme je l'ai dit, 38 conservateurs étaient encore en exercice. Des plaintes ont été déposées. Je sais que deux dossiers ont été ouverts à l'instruction à Bruxelles. Pour le reste, le parquet de Bruxelles, qui avait été saisi, a renvoyé les différents dossiers aux parquets concernés.

Indépendamment de cela, les directeurs régionaux de l'enregistrement compétents ont formulé des propositions de peines à l'encontre des conservateurs des hypothèques de leur circonscription.

Les propositions provisoires de peines ont concerné 37 conservateurs sur 38. Le dernier a été mis hors cause.

mesure justifiée car son intervention se situe plus tard et l'enquête disciplinaire a démontré qu'il avait respecté le règlement. Ces propositions provisoires ont été notifiées aux intéressés ainsi qu'au collège des chefs de service de l'administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines. Les peines provisoires proposées sont allées du blâme à la rétrogradation. Les peines se situant plutôt dans la fourchette basse des peines disciplinaires l'emportaient très largement sur les peines plus importantes. Une seule proposition de rétrogradation a été faite.

Le collège des chefs de service a convoqué les conservateurs. Les auditions individuelles ont débuté le 11 mars 1999 et se termineront le 30 mars. Elles ont commencé par les peines les plus basses et, comme je le craignais, les conservateurs concernés n'ont pas protesté. Nous verrons si, après le 30 mars, certains refuseront la proposition de peine, ce qui permettrait au collège des chefs de service de proposer une éventuelle aggravation.

Le collège formulera donc la proposition définitive de peine, là où il y aura eu contestation de la proposition provisoire et la notifiera au conservateur dans les dix jours. Le conservateur pourra alors introduire, dans les dix jours, un recours devant la chambre de recours interdépartementale. Si celle-ci remet un avis motivé pour ou contre la modification de la peine, il appartiendra au ministre de se prononcer définitivement. Nous n'avons pas ce qu'en matière judiciaire, on nomme "les appels à minima", c'est-à-dire que le degré supérieur n'a à aucun moment la possibilité d'intervenir en cas d'acceptation de la proposition provisoire ou de la proposition définitive. Ma seule intervention se situera en cas de démarche devant la chambre de recours. Je pourrai alors m'écarter, par une décision motivée, de la décision prise par celle-ci.

Sans vouloir me prononcer sur chacun des dossiers, voilà l'illustration d'un système disciplinaire qui a sa raison d'être, où la logique veut que plus on est proche de l'agent, plus on est sévère, ce qui n'est pas faux. Dans certains dossiers, je m'aperçois qu'à l'issue de la procédure, le collège des chefs de service est, en général, plus indulgent que le supérieur direct et que la chambre de recours propose régulièrement des modifications.

Il est des cas, et je pense essentiellement au niveau 1, où les situations sont un peu différentes. J'ai sous les yeux les rapports, conservation par conservation. J'en prends un au

hasard et je constate l'existence de ce qu'on baptise pudiquement des salaires "extralégaux" de plus d'un million, c'est-à-dire des salaires ne correspondant pas à ceux fixés par arrêté royal. En ce qui concerne les plans, on a demandé 900 francs par page alors que le tarif était de 50 francs, ce qui a rapporté 656 000 francs par an. Des salaires ont été réclamés pour le dépôt du plan alors que rien de tel n'est prévu. Un montant de 150 francs a été réclamé pour l'envoi de renseignements par fax, ce qui n'est pas prévu. La somme ainsi récoltée se monte à 1 225 200 francs pour une année.

Des rémunérations ont été allouées sans déclaration au fisc, donc sans perception du précompte professionnel. Des frais pour photocopies ont été réclamés, alors que ce n'était pas prévu. On a demandé le remboursement de frais de tarif d'urgence pour des envois expédiés au tarif normal. Dans un cas au moins, une personne décédée a été renseignée comme bénéficiaire d'un avantage, à la suite d'une transcription, parce qu'on avait la certitude qu'il n'y avait pas de contrôle. Par ailleurs, le conservateur qui a utilisé un compte privé, était en retard de plus de deux ans dans le versement entre ce compte privé et le compte de l'Etat.

Certains ont une idée des sanctions disciplinaires qui me laisse rêveur, mais je ne veux m'avancer au-delà de cette considération très générale...

Le président : La parole est à M. Jean-Pierre Viseur.

M. Jean-Pierre Viseur (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, je remercie sincèrement le ministre pour sa réponse franche.

J'ai l'impression que nous nous trouvons devant un réflexe corporatiste de défense dans un certain nombre de cas. La plupart du temps, les sanctions les plus faibles sont imposées dont le blâme...

Dans le cas précis que vous nous avez cité, quelle sanction a été proposée ?

M. Viseur, ministre : Une retenue de traitement de 2 000 francs.

M. Jean-Pierre Viseur (ECOLO-AGALEV) : Une retenue de traitement de 2 000 francs pour avoir détourné 2 millions !

C'est un corps de fonctionnaire qui se défend et qui sait d'avance, d'après le règlement que vous nous avez expliqué, que celui à qui on va retenir 2 000 francs acceptera évidemment cette sanction et que plus personne

n'aura rien à dire. Comme vous l'avez vous-même fait remarquer, c'est effectivement une matière qui mérite une réflexion approfondie. Semblable règlement est une incitation à la tricherie, d'autant plus que vous ne pourrez intervenir qu'en cas de recours. Bien entendu, s'il y a un recours, il sera introduit par ceux à qui les peines provisoires les plus graves auront été proposées.

Votre possibilité d'intervention sera donc limitée puisque que vous ne le ferez que quand des peines graves auront été proposées. Dans les cas où les peines sont légères et même ridicules, dans le cadre du système que vous dénoncez vous-même, il est évident que vous ne pourrez pas intervenir.

Nous devrons certainement réfléchir à cette question sous la prochaine législature.

M. Viseur, ministre : Je suis d'accord avec vous, avec une seule réserve.

Ce qui suit peut sembler être une autre curiosité plutôt en défaveur des agents. Si des sanctions pénales interviennent, il est clair que le prononcé des sanctions pénales permet à l'administration de prendre d'autres sanctions puisqu'il y a alors une base sur laquelle s'appuyer. Objectivement, cela me met mal à l'aise parce que cela nous oblige à nous constituer partie civile, au niveau pénal, dans chacun des cas, ce qui n'est bon ni pour l'ensemble de l'administration ni pour les personnes concernées. Cela signifie que l'on transfère vers le pouvoir judiciaire une compétence qui devrait être la base même du fonctionnement de notre administration.

Pour moi, une administration est forte quand elle sait prendre des sanctions disciplinaires, sans avoir recours à l'aide d'un tiers. Le pénal a une autre fonction dans notre société.

Je dois vous avouer que je suis très mal à l'aise lorsque me parviennent des dossiers dans lesquels, à l'issue de la procédure, je dois me prononcer sur une sanction disciplinaire à l'égard d'un agent de niveau 3, 4 ou 2. Je me demande de quel droit je peux, d'un côté, sanctionner parfois durement, et, d'un autre, me trouver devant une situation comme celle que je viens de décrire.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

- Voorzitter : de heer Pieters

Mondelinge vraag van de heer Hunfred Schoeters aan de minister van Financiën over "het fiscaal regime van seizoenarbeiders in de tuinbouw" (nr. 2168)

Question orale de M. Hunfred Schoeters au ministre des Finances sur "le régime fiscal applicable aux travailleurs saisonniers dans le secteur de l'horticulture" (n° 2168)

De **voorzitter**: De heer Hunfred Schoeters heeft het woord.

De heer **Hunfred Schoeters** (SP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in de handleiding "Forfaits inzake de landbouwsector" staat met betrekking tot de plukkers en de seizoenarbeiders in de tuinbouw het volgende te lezen: "De bedrijfsvoorheffing mag, wat betreft de bezoldiging van de handwerkslieden die stukwerk verrichten en wier onregelmatige en door de werkgever niet gecontroleerde prestaties niet kunnen worden uitgedrukt in dagen, weken, veertien dagen of maanden effectieve arbeid, eenvormig worden gestort tegen 20,6% van het brutobedrag der bezoldigingen, ongeacht dat bedrag".

In de praktijk betekent dit dat voor deze groep werknemers door de werkgever geen fiches 281.10 worden opgemaakt. De betrokken werknemers moeten dus fiscaal geen aangifte doen van hun verdienste. De werkgever betaalt in hun plaats de zogenaamde "piekloombelasting" en mag vervolgens de volledige som als loonkosten in rekening brengen op de samenvattende opgave "325" en dit zonder vermelding van de identiteit van de werknemers.

In de rijkssociale zekerheid bestaat een gunstregeling met betrekking tot deze arbeiders. De boeren mogen gedurende 65 piekdagen per jaar seizoenarbeiders tewerkstellen mits betaling van een lage RSZ-bijdrage en de seizoenarbeiders zelf mogen 65 dagen per jaar volgens dit systeem werken. Dit wordt gecontroleerd aan de hand van een "plukkaart" waarop de betrokkenen moeten invullen hoeveel ze hebben gewerkt.

Het grote verschil met de fiscale regeling is dat voor de RSZ de identiteit en de duur van de prestaties wel moeten worden bekendgemaakt. Nu doen we een zeer eigenaardige vaststelling: volgens de statistieken van de RSZ worden slechts 2 dagen per jaar per plukkaart aangegeven, wat zeer weinig is. Nochtans worden er 34 000 plukkaarten per jaar in gebruik genomen. Het vermoeden zou dus kunnen rijzen - ik zal voorzichtig zijn -

dat de RSZ-aangiften op grote schaal worden ontdoken. Dit is natuurlijk niet verwonderlijk, want in andere sectoren kan de werkgever de loonkosten alleen maar fiscaal in vermindering brengen als hij een fiche 281.10 invult. In deze sector maakt het niet uit wie het werk heeft gedaan. Hij mag altijd zijn loonkosten fiscaal in rekening brengen, ook voor zwartwerkers, want ze kunnen toch niet worden geïdentificeerd.

Mijnheer de minister, in feite is deze fiscale regeling eerder een gedoogbeleid met betrekking tot het betalen van een soort "geheime lonen" aan de fruitteelaars.

Het is evident dat door deze houding van de fiscus, zwartwerk in deze sector eigenlijk zeer moeilijk en bijna niet kan worden bestreden. Mijn vraag is of deze toestand niet kan worden verholpen. Kan dit bijvoorbeeld niet door een betere samenwerking met de sociale inspectiedienst?

Als het vermoeden dat de RSZ-bijdrager op grote schaal worden ontdoken gegrond blijkt, moet dan niet het huidige systeem van belasting worden herdacht worden?

De **voorzitter**: De minister heeft het woord.

De heer **Viseur**, minister van Financiën: Mijnheer de voorzitter, collega's, overeenkomstig artikel 342, paragraaf 1, 2° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) worden inzake inkomstenbelastingen niet alleen het nationale landbouwforfait voor sommige speciale teelten die erg streekgebonden, zijn vastgelegd maar ook jaarlijks te bepalen forfaitaire grondslagen van aanslag.

Om het hoofd te bieden aan zeer specifieke problemen in de tuinbouw zoals veel en intensief werk in een korte tijdspanne, worden in dit kader ook jaarlijks forfaitaire seizoenlonen vastgesteld. Deze worden berekend op basis van de oogstkosten per teelt van dat jaar. Deze lonen zijn van de semi-brutowinst aftrekbaar op twee voorwaarden. Ofwel worden ze volgens de regels van gemeen recht verantwoord - gerechtvaardigde lonen - ofwel worden de lonen vóór 15 januari van het daaropvolgende jaar als globaal verantwoordde lonen - gelegenheidsarbeid - opgenomen in een aangifte 274.3. In dit laatste geval moet de betrokkene 20,6% bedrijfsvoorheffing betalen. Dit bedrag is definitief verworven door de Staatsskas. De seizoenlonen worden zoals de gewone lonen opgenomen in een samenvattende opgave 325.10. In de plaats van de namen van de genietters vermeldt men in kolom 2 "globaal verantwoorde seizoenlonen -...teelt".

Ik beklemtoon dat de dubbele verplichting inzake bewaring en voorlegging van de boeken en bescheiden van toepassing is op eenieder die onderworpen is aan de inkomstenbelastingen. Dit geldt bijgevolg ook voor de belastingplichtigen die de taxatie overeenkomstig forfaitaire grondslagen vragen.

Dat in sommige sectoren seizoenlonen bestaan, kan geenszins als verantwoording worden gebruikt om niet te moeten voldoen aan de hogervermelde verplichtingen noch om te ontkomen aan de verplichting tot het invullen van bepaalde documenten van de sociale sector.

Voor de belastingplichtigen die niet overeenkomstig forfaitaire grondslagen van aanslag worden belast, gelden de regels van het gemeen recht en zijn de bezoldigingen conform artikel 52, WIB 92 aftrekbaar.

De **voorzitter**: De heer Hunfred Schoeters heeft het woord.

De heer **Hunfred Schoeters** (SP): Mijnheer de voorzitter, de minister heeft niet geantwoord op mijn belangrijkste vraag. Ik herhaal dat er een verschil is tussen de globale belaste loonmassa en de aangifte bij de RSZ. Mijn vraag was of dit niet kon worden verholpen.

M. **Viseur**, ministre: Si vous n'avez pas obtenu de réponse, c'est parce que, au niveau de l'administration, ce rassemblement de données est considéré comme s'écarter de la logique fiscale. Cependant, vous avez raison. Dans un certain nombre de cas semblables, l'ONSS et l'administration des impôts devraient au moins s'entendre pour, d'une part, essayer de travailler sur des bases communes et, d'autre part, agir conjointement au niveau du contrôle, car la non-action conjointe génère évidemment une série de situations, qui sont en fait du travail au noir.

De **voorzitter**: Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- Voorzitter: de heer Schoeters

Mondelinge vraag van de heer Dirk Pieters aan de minister van Financiën over "de verkeersbelasting" (nr. 2171)

Question orale de M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "la taxe de circulation" (n° 2171)

De voorzitter : De heer Dirk Pieters heeft het woord.

De heer Dirk Pieters (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, met deze vraag breng ik twee problematische aspecten van de verkeersbelasting ter sprake voor voertuigen die slechts af en toe gebruik maken van de openbare weg.

Vóór de hervorming van de wet van 25 januari 1999 gold het verkeersbelastingregime zoals geregeld in artikel 19 van het Wetboek van Inkomstenbelasting (WIB). Dat vermeldde dat de verschuldigde verkeersbelasting kon worden gereduceerd tot een negende, twee negende of drie negende voor zo ver voertuigen ten hoogste dertig, zestig of negentig dagen worden gebruikt. In de praktijk werd dit genoteerd op een rittenkaart. De richtlijn van de EU die aanleiding gaf tot de wetswijziging heeft alleen betrekking op voertuigen van meer dan twaalf ton en bepaalt in artikel 6, 3°, 2de lid uitdrukkelijk dat een verlaagd tarief of vrijstellingen mogelijk zijn voor voertuigen die slechts af en toe deelnemen aan het verkeer op de openbare weg. Er zijn nog andere voorwaarden, onder meer dat het geen hoofdactiviteit mag zijn. In de wet van 25 januari 1999 die wij hebben besproken en waarbij het de hoofdbedoeling was de wet aan te passen aan de richtlijn van de EU, werd in art.5 §2 uitdrukkelijk bepaald dat voertuigen die slechts af en toe op de openbare weg komen, kunnen worden vrijgesteld. In deze wetgeving is echter alleen nog sprake van voertuigen met een gewicht van minimum twaalf ton. Dit geeft nu aanleiding tot twee problemen.

De eerste problematiek geldt voor de groep van meer dan twaalf ton. Hier is af en toe een vrijstelling mogelijk. De vraag is : wat is "af en toe" ? Eigenlijk zou men verwachten dat de definitie van "af en toe" kan worden gelezen in dezelfde zin als beschreven in de omzendbrief ter verduidelijking van het begrip "af en toe" in de wetgeving betreffende het Eurovignet. Daar staat duidelijk vermeld dat er een criterium geldt van maximum dertig dagen per jaar, naast nog enkele andere criteria. Men zou veronderstellen dat ook voor de verkeersbelasting het begrip "af en toe" zo wordt gedefinieerd. Dat zou logisch zijn om intrinsieke redenen en ook administratief lijkt het evident dat men dezelfde definitie geeft aan dit begrip. Uit de praktijk blijkt echter dat de administratie van Financiën deze voor de hand liggende oplossing blijkbaar niet in aanmerking neemt en stelt dat de definitie van "af en toe" zoals voor het Eurovignet enkel

daarvoor geldt, terwijl er daarbuiten geen enkele omzendbrief is die dat verduidelijkt. Bijgevolg is men van mening dat de definitie zoals gegeven voor het Eurovignet, niet van toepassing is. Een eerste concrete vraag is of u niet kunt overwegen het begrip "af en toe" in het kader van de verkeersbelasting gelijk te stellen aan de definitie die geldt voor het Eurovignet ?

Ik wijs erop dat de huidige praktijk ertoe leidt dat mensen die minder dan dertig dagen per jaar met die wagens rijden, geconfronteerd worden met een *de facto* vertienvoudiging van de verkeersbelasting. Nu betaalt men voor een vrachtwagen van bijvoorbeeld negentien ton bovenop het Eurovignet nog eens 16 000 frank in plaats van 1 350 frank. Indien de vrachtwagen een trekhaak heeft loopt het bedrag nog op, want dan verhoogt het gewicht en gaat het niet meer om een verhoging met 15 000 frank maar zelfs een veelvoud daarvan. In de marge deel ik u mee dat hiervoor ook een verlaagd verzekeringsstarief gold, iets wat nu ook teniet dreigt te gaan. Ook de verzekeringspremie wordt dus zwaarder door deze maatregel. Dit drijft de globaal te betalen som omhoog naar zelfs meer dan een vertienvoudiging. Natuurlijk betekent dit een zware klap voor de betrokken sectoren. Ik ken vooral de landbouwsector, maar vermoedelijk zijn er nog andere. Dit komt dan bovenop heel de discussie over het Eurovignet.

Dat was ongetwijfeld niet de bedoeling van de wetgever en vermoedelijk gaat het om een vergetelheid dat het begrip "af en toe" niet werd gedefinieerd, misschien omdat wij er al te gemakkelijk van uit gingen dat de norm voor het eurovignet zou worden overgenomen. In ieder geval verbiedt de Europese richtlijn dergelijke verminderingen niet.

Een tweede problematiek rijst voor de vrachtwagens minder dan 12 ton. In de huidige wetgeving is niet voorzien in de mogelijkheid tot vermindering voor deze vrachtwagens, in tegenstelling tot de vroegere wetsbepalingen die stelden dat men minder hoefde te betalen als men af en toe op de openbare weg kwam, wat men vóór 25 januari van dit jaar met een rittenkaart kon aantonen. Zou het niet billijk zijn de regeling voor de vrachtwagens zwaarder dan 12 ton door te trekken voor de vrachtwagens lichter dan 12 ton ? Immers, het kan toch niet de bedoeling zijn de lichtere vrachtwagens harder aan te pakken dan de zware vrachtwagens ? Overigens,

ook wat dit betreft verbiedt de Europese richtlijn een dergelijke verlaging niet, vermits deze enkel betrekking heeft op voertuigen zwaarder dan 12 ton.

Mijnheer de minister, uw antwoord op mijn eerste vraag zal zeker verschillend zijn van uw antwoord op mijn tweede vraag, omdat de eerste vraag slaat op de interpretatie van de wet. Misschien kan een rondzendbrief terzake een oplossing bieden. Maar de tweede probleemstelling is vermoedelijk niet te verhelpen met een verduidelijking; er is misschien een wetswijziging nodig. Gelet op het feit dat de legislatuur bijna ten einde is, vraag ik mij af of een oplossing nog via een wetsontwerp of in het kader van een nieuw pakket fiscale maatregelen vóór het einde van de legislatuur kan worden uitgewerkt. Zo niet zullen wij een wetsvoorstel dienaangaande indienen in het besef uiteraard dat het niet meer tijdig kan worden goedgekeurd.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer Viseur, minister van Financiën : Mijnheer de voorzitter, wat de eerste vraag betreft, is de vrijstelling van verkeersbelasting voor voertuigen en samengestelde voertuigen gebruikt voor het vervoer van goederen over de weg met een maximaal toegestane massa van minstens 12 ton die slechts af en toe op de openbare weg rijden, gesteund op de bepaling van artikel 6 paragraaf 3, tweede gedachtestreepje van de Europese richtlijn nummer 93/89/EEG van 25 oktober 1993.

De juiste interpretatie van de woorden "af en toe" zal worden toegelicht in een administratieve rondzendbrief die thans wordt voorbereid en binnenkort zal worden bekendgemaakt.

In dat verband laat ik opmerken dat op basis van dezelfde Europese regelgeving een gelijkaardige vrijstelling werd toegestaan voor het eurovignet. Deze wordt uitgelegd in een administratieve rondzendbrief van 21 maart 1996. Het lijkt mij dan ook logisch dat de woorden "af en toe" op dezelfde manier worden geïnterpreteerd in de verkeersbelasting.

In ieder geval moet erop worden gewezen dat de Europese Commissie, ingevolge de voormelde Europese richtlijn, toestemming moet geven voor elke vrijstelling die in dat verband wordt verleend.

Wat de tweede vraag betreft, heeft de afschaffing van de vermindering van de verkeersbelasting op de autovoertuigen wegens beperkt gebruik - artikel 19 van het wetboek van de met de inkomstenbelasting gelijkgestelde belastingen - overeenkomstig artikel

Viseur

10 van de wet van 25 januari 1999 houdende wijziging van het wetboek van de met de inkomstenbelasting gelijkgestelde belastingen en overeenkomstig de richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschap, betrekking op alle voertuigen, ongeacht hun maximaal toegelaten massa.

De bedoelde afgeschafte vermindering vond haar wettelijke oorsprong in het feit dat het gebruik van bepaalde voertuigen noodzakelijkerwijs beperkt was door hun bouw, aard of speciale aanwending. Het criterium gewicht van het voertuig, thans uitgedrukt als MTM, heeft daarbij nooit een bepalende rol gespeeld. Het afschaffen van deze vermindering voor alle voertuigen draagt trouwens bij tot het uitsluiten van mogelijk concurrentievervalsende elementen in de vervoersector.

Indien de wil bestaat een vrijstelling wegens beperkt gebruik toe te kennen voor voertuigen met een MTM van minder dan 12 ton, zal de bestaande wetgeving in die zin moeten worden aangepast.

De voorzitter : De heer Dirk Pieters heeft het woord.

De heer Dirk Pieters (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord. Ik noteer dat er een administratieve circulaire in voorbereiding is die naar de inhoud analoog zal zijn met die inzake de vrijstelling van het Eurovignet. Voor de reeds gevestigde aanslagen zou het goed zijn als deze circulaire er snel komt, hoewel de bekendmaking op het terrein misschien reeds voor de nodige voorzichtigheid kan zorgen.

Wat het tweede punt betreft, zullen wij effectief een wetsvoorstel in die zin indienen.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.00 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 15.00 heures.*